

**DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

LIPEQU
Les quatre chemins
19130 Saint Aulaire

Départements concernés :
Corrèze

Communes concernées :
Saint Aulaire

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire :non
*Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps
qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).*

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :non
*Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de
l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de
l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec
les installations existantes a été jointe à la déclaration.*
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :non
- une installation classée relevant du régime de déclaration :non

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles :non

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement) :non
*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose
d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser
l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).*

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 :non
*Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service
préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation
au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir
de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé
au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).*

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :oui
*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue
par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois
à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).*

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
1510	3	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³	28685	M3	DC
1532	3	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : supérieur à 1 000 m ³ mais inférieure ou égal à 20 000 m ³ .	3455	M3	D
2663	2-C	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : supérieur ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 10 000 m ³ .	6910	M3	D

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : Monsieur Rhodes Jonathan, directeur de LIPEQU

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

Date de la déclaration initiale :14/08/2020

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :.....NON